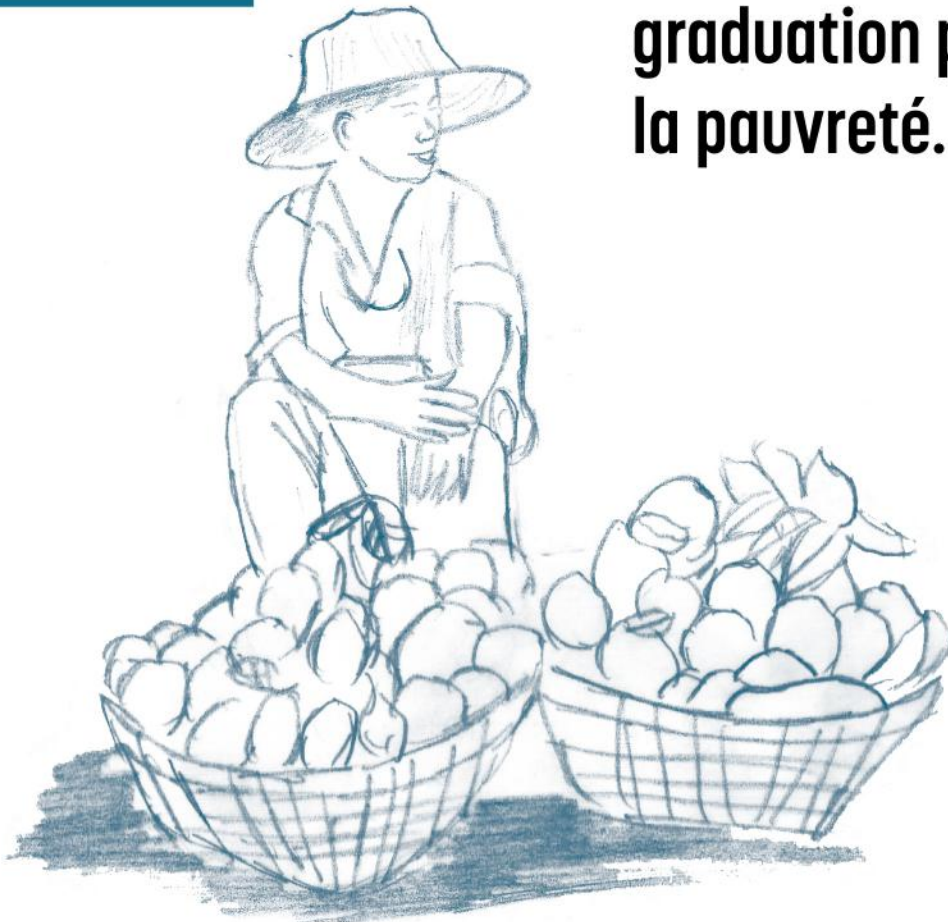


**Riphard Serent, MPA**

Economiste et professeur  
Université Quisqueya et Radio Vision

Analyse des coûts et des avantages

# Analyse des **coûts** et des **avantages** d'une expansion de la microfinance et du programme de graduation pour lutter contre la pauvreté.



Design by Estika Prosper - identity@gmail.com



**Haiti**  
**Priorise**  
Un plan de développement alternatif



**ANALYSE DES COUTS ET DES AVANTAGES D'UNE  
EXPANSION DE LA MICROFINANCE ET DU PROGRAMME DE  
GRADUATION POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETE**

---

Haïti Priorise

Riphard Serent, MPA

*Economiste et professeur*

*Universite Quisqueya et Radio Vision*

© 2017 Copenhagen Consensus Center

[info@copenhagenconsensus.com](mailto:info@copenhagenconsensus.com)

[www.copenhagenconsensus.com](http://www.copenhagenconsensus.com)

Cet ouvrage a été produit dans le cadre du projet Haïti Priorise.

Ce projet est entrepris avec le soutien financier du gouvernement du Canada. Les opinions et interprétations contenues dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

**Canada**

Certains droits réservés



Cet ouvrage est disponible sous la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0 ([CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)). Selon les termes de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter ce travail, y compris à des fins commerciales, dans les conditions suivantes :

#### Attribution

Veillez citer l'ouvrage comme suit : #NOM DE L'AUTEUR#, #TITRE DU RAPPORT#, Haïti Priorise, Copenhagen Consensus Center, 2017. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 4.0.

#### Contenu d'un tiers

Copenhagen Consensus Center ne possède pas nécessairement chaque élément du contenu figurant dans l'ouvrage. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'ouvrage, il est de votre responsabilité de déterminer si l'autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Par exemple les tableaux, les illustrations ou les images font partie de ces éléments mais ne s'y limitent pas.

## Reconnaissance

L'auteur est responsable du choix et de la présentation des faits contenus dans ce document de recherche et des opinions qui y sont dégagées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles du Centre de Consensus de Copenhague et qui n'engagent l'institution non plus.

Ce travail est réalisé sous la direction de l'économiste en chef Brad Wong, Ph.D. et sous la supervision de l'économiste Kathleen Dorsainvil, suivant les règlements du Centre.

Toutes les idées exprimées dans le document sont de l'auteur, sauf celles citées en référence.

## Abstract

This paper estimates the benefits and costs of two potential poverty reduction programs in Haiti: graduation and microfinance. Previous randomized controlled trials have shown that the graduation approach is more beneficial than microfinance in helping society's poorest escape poverty. Our results suggest there should be the same preference for graduation in Haiti, albeit with some caution. Using evaluation results of a pilot program conducted by Concern Worldwide and Fonkoze (2014), we find a benefit-cost ratio of 3.09. This is 1-2.5x higher than analyses of graduation in Bangladesh (Sulaiman and Misha, 2016) and six other countries (Banerjee et al, 2015). The difference in findings is attributable to a wider scope of benefits. Fonkoze data allow estimation of indirect effects on health, education and sanitation while previous studies only measure income and asset effects. This suggests previously reported benefit-cost ratios for graduation programs may underestimate true impact of the approach. When we estimate the results using only impact and asset effects, the benefit-cost ratio (1.12) is within the same range as previous studies. In contrast, microfinance initiatives do not appear as beneficial, though the lack of Haiti specific benefits data do not enable us to make definitive inferences. With an average loan of 10,000 HTG per beneficiary in a microfinance program, and considering a scenario whereby there is a modest benefit of 2.8% on every gourde borrowed (based on Chemin, 2008), the BCR is between 1.08 and 1.18, depending on the discount rate. This could confirm that microcredit program, in the case of Haiti, does not have transformative impacts on poverty, as it is the case in several low-income and middle-income countries such as Ethiopia, India, Mongolia, Mexico, Philippines, Bosnia- Herzegovina, Morocco (Jameel, 2015). Nevertheless, the spillover effects and the non-measurable impacts of microcredit in terms of women financial autonomy, among others, should not be neglected. Randomized controlled evaluations of both these programs should be considered to allow definitive conclusions on the relative effectiveness of each program in the Haitian context.

## Résumé académique

Une expansion du programme de graduation et de la microfinance s'avère souhaitable en Haïti, bien que les avantages de la microfinance demeurent un peu mitigés, en termes de réduction concrète de la pauvreté sur le long terme, comme c'est le cas dans plusieurs pays à faibles revenus (Chemin, 2008 et Jameel, 2015). En fait, le manque de disponibilité de données secondaires sur les revenus générés du programme de graduation, dans le cas d'Haïti, n'a pas permis de dégager une approche plus rigoureuse dans l'estimation des coûts et des avantages, contrairement au cas du Bangladesh. Cependant, en manipulant des données issues de l'évaluation de ce programme conduite par *Concern Worldwide* et *Fonkoze* (2014), et en ajoutant d'autres avantages liés à l'éducation et à la santé, autres que ceux considérés par Banerjee et al. (2015), on a trouvé un ratio avantage coût (RAC) compris entre 0.89 et 5.10, avec une meilleure estimation de 3.09 dans un scénario réaliste, où l'on assume que tous les avantages durent sur une période de 5 ans. Ce qui prouve en Haïti, comme dans les autres pays étudiés, l'efficacité du programme de graduation dans la lutte contre l'extrême pauvreté, bien que les coûts soient relativement beaucoup plus élevés en Haïti (Sinha et Roy 2010 ; Simanowitz et Huda, 2009). D'un autre côté, avec un niveau de crédit moyen de 10, 000 HTG par bénéficiaire dans un programme de microfinance, et en considérant un scénario où il existe un avantage modeste de 2.8% sur chaque gourde empruntée (basé sur Chemin, 2008), le RAC se retrouve dans la fourchette [1.08-1.18], dépendamment du taux de réduction. Donc, le RAC au niveau de la microfinance reste proche de 1. Ce qui pourrait confirmer que le microcrédit, dans le cas d'Haïti, n'a pas d'impact de transformation sur la pauvreté, comme c'est le cas dans plusieurs pays à faibles revenus ou à revenus intermédiaires faibles tels que l'Éthiopie, l'Inde, la Mongolie, le Mexique, les Philippines, la Bosnie-Herzégovine, le Maroc (Jameel, 2015). Toutefois, les effets multiplicateurs et les impacts non mesurés du microcrédit en termes d'autonomie financière des femmes, entre autres, ne doivent pas être négligés.

## Résumé de politiques

### Mise en contexte

#### Problématique

En Septembre 2015, Haïti a pris un ensemble d'engagement devant l'ONU pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'éradication de la pauvreté dans tous ses aspects. L'atteinte des ODD exige, indubitablement, que des politiques publiques stratégiques et efficaces soient mises en place dans une atmosphère, évidemment, de stabilité pendant ces 15 prochaines années.

En fait, la réduction de la pauvreté en Haïti, qui touche près de 60% de la population, doit demeurer l'objectif primordial de toute politique gouvernementale. Cependant, le ralentissement des activités économiques ces dernières années, combiné avec la détérioration de certains indicateurs économiques comme l'inflation et le taux de change et la dégradation de la sécurité alimentaire, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, surtout suite au passage de l'ouragan Matthew au tout début de l'exercice fiscal 2016-2017, tend à renforcer les évidences quant à une augmentation du niveau de l'extrême pauvreté dans le pays. En effet, l'inflation a plus doublé dans l'économie de Mai 2015 à Mai 2016 en passant de 6.6% à 15.1%. Tandis que le taux de change, de son côté, a augmenté de plus de 25% au cours de cette même période. D'un autre côté, le dernier rapport de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA, 2015) révèle que le nombre de personnes en insécurité alimentaire en milieu urbain a atteint 30%.

Nonobstant certains efforts ayant abouti à une certaine diminution de l'extrême pauvreté en Haïti de 31 à 24% entre 2000 et 2012 (Banque mondiale, 2015), ce taux reste le plus élevé dans la région avec de fortes inégalités. Les programmes de protection sociale, de microfinance et de graduation réalisés par des ONG, les gouvernements ou encore des institutions financières n'ont pas encore eu les effets escomptés. Donc, la lutte contre l'extrême pauvreté s'avère incontournable pour la réduction des inégalités et l'amélioration des conditions de vie de plus de 2.5 millions d'Haïtiens qui pataugent dans des conditions très précaires et qui vivent avec moins d'1 dollar américain par jour. C'est dans cette optique que le gouvernement haïtien, à travers le Plan stratégique de



développement d'Haïti (PSDH), entend attaquer ce phénomène, conformément à l'objectif 1<sup>er</sup> du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (PDD-H2030). C'est dans ce contexte que le Centre du Consensus de Copenhague veut conduire des analyses sur les coûts et les avantages d'une expansion du programme de graduation et de la microfinance, dans le cadre de son projet « Haïti Priorise » qui cherche des solutions stratégiques et intelligentes pour la réduction de la pauvreté à différents niveaux et l'amélioration des conditions de vies en Haïti.

### Interventions

Les interventions préconisées dans le cadre de cette étude, pour aborder la question de la lutte contre la pauvreté et l'extrême pauvreté, consistent en deux éléments :

- a) Une expansion du programme de *graduation* ;
- b) Une expansion de la *microfinance*.

### Graduation

Cette intervention se veut une expansion de l'expérience pilote des institutions financières Fonkoze et BRAC, mais avec une plus large couverture sur une période plus longue pour des impacts plus significatifs. Il s'agit d'un ensemble d'interventions permettant aux familles bénéficiaires, dans les zones les plus vulnérables, de graduer d'un niveau de pauvreté extrême à un niveau qui leur permettra non seulement d'être éligibles pour participer à des programmes de microcrédit, mais aussi de se doter de moyens de subsistance soutenables. Ce programme de graduation qui doit toucher 10,000 familles bénéficiaires, sur 10 ans, comprend :

- a) Un support à court terme sous de forme de cash pour se nourrir pendant la période de gestation, avant que l'activité puisse générer du capital sous forme d'actifs physiques pour la génération de revenus ;
- b) Accès à des services d'épargne ;
- c) Séances de formation sur l'organisation et la façon d'entreprendre des activités génératrices de revenus ;
- d) Support additionnel tel que des soins de santé palliatifs et préventifs.

Les données sur les coûts sont tirées de l'évaluation des coûts d'une mini-expansion du programme de graduation *Chimen lavi miyò* (CLM) de Fonkoze fait par Grameen Foundation et révisé par Sinha et Roy (2010) pour le compte de M-CRIL. L'évaluation indique un coût de \$1,492 USD par bénéficiaire (2009) que cette étude a inflaté en monnaie locale (2015). Avec un taux de graduation de 97% en 2013 (Fonkoze, 2014), et presque 100% dans les années antérieures, on estime que d'ici 2025 plus de 9,500 familles quitteront le cercle de l'extrême pauvreté à travers ce programme.

### Microfinance

Cette intervention, préconise une expansion du programme de microcrédit, à un taux préférentiel, qui bénéficiera à des femmes chefs de ménages. Elle concerne à la fois celles exerçant déjà une activité lucrative (entrepreneures existantes) et celles qui souhaitent et qui ont la capacité de mener une activité économique (nouvelles entrepreneures) au lieu de recevoir des subventions mensuelles sous forme de transferts monétaires pour l'alimentation et autres.

En exerçant ses propres activités économiques, génératrices de revenus, la femme, chef de famille, sera plus à même de se protéger contre l'inflation que recevoir une allocation mensuelle, dont la valeur diminue à chaque vague de pression inflationniste en glissement mensuel, s'il n'y a pas des ajustements à cet égard. Le montant du prêt sera de 10,000 gourdes et le remboursement s'étendra sur une période ne dépassant pas 6 mois avec un taux d'intérêt de 35% l'an. Cette intervention sera exécutée dans les zones ayant le pourcentage le plus élevé de ménages en insécurité alimentaire dans les 10 départements du pays. L'objectif de cette intervention est de toucher environ 4% de la population pauvre sur 10 ans à raison de 2,500 familles par an. La cuisine de rue, les fritures, le commerce des provisions alimentaires, la haute couture et la pêche sont, entre autres, des activités économiques qui pourraient générer d'importants revenus aux femmes micro-entrepreneures. Les données sur les coûts sont calculées à partir des données 2006-2010 du recensement sur l'industrie de la microfinance en Haïti conduite par l'USAID (2011), identifiant les différents types de coûts associés au fonctionnement d'un programme de microcrédit, en termes de pourcentage du portefeuille de crédit ou pourcentage du crédit moyen accordé à un bénéficiaire.

## Facteurs de mise en œuvre des interventions ciblées

### Coûts de l'expansion de la graduation

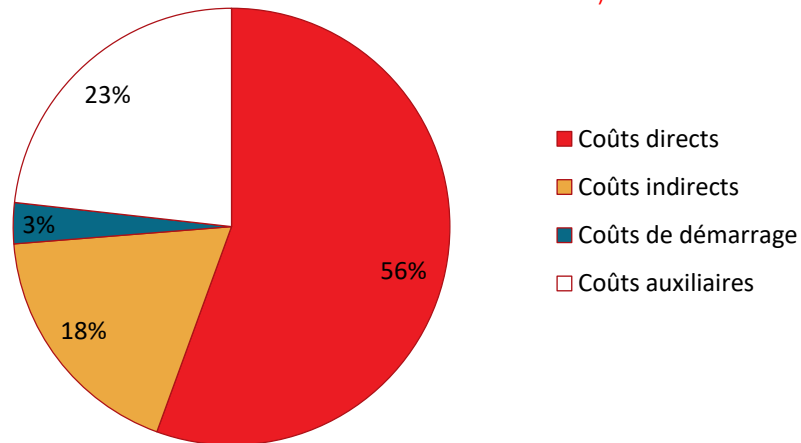
La mise en œuvre du programme de graduation en Haïti est liée à toute une palette de coûts, comme c'est le cas dans les autres pays en développement ou à faible revenu, où le programme pilote a été implémenté, dans le cadre de cet effort global de la Fondation CGAP-Ford visant à comprendre comment les filets de sécurité sociale, les moyens de subsistance et la microfinance peuvent être synchronisés pour créer des voies vers la sortie des plus pauvres de l'extrême pauvreté.

En utilisant les données de Grameen Foundation de 2009, Sinha et Roy (2010, p.4) identifient trois catégories de coûts associés à la mise en œuvre du programme de graduation, à savoir :

- a) Les coûts directs : Ceux liés au support et à l'octroi direct des actifs économiques comme des chèvres, des volailles et des articles de marchandise, devant générer des revenus, à chaque bénéficiaire. Ces coûts représentent 55% du total des coûts d'implémentation du programme.
- b) Les coûts indirects : Ceux liés à des dépenses administratives, des imprévus, au niveau l'office principal. Ces coûts représentent 18% du total des coûts.
- c) Les coûts de démarrage : Ceux liés aux enquêtes préliminaires et au processus de sélection des bénéficiaires. Ces coûts représentent 3% du total des coûts.
- d) Les coûts auxiliaires : Ceux liés à l'octroi des services de santé et autres activités de développement social. Ces coûts représentent 23% du total des coûts.

L'expansion du programme de graduation affiche un coût total par bénéficiaire de l'ordre de 143,092 HTG, avec un taux de réduction de 5% et en tenant compte des données sur les coûts de 2015 calculés à partir de l'inflation cumulative depuis 2009 et aussi en considérant des coûts additionnels liés à l'éducation, notamment ceux encourus par la société dans l'utilisation de ressources additionnelles.

Figure 1: Segmentation des coûts de l'expansion du programme de graduation (2009, sans les coûts additionnels de l'éducation)



### Coût de l'expansion de la microfinance

Contrairement au programme de graduation, les trois types de coûts auxquels les institutions de microcrédit font face sont :

- Les coûts d'opération : Ces coûts concernent les dépenses de personnel, la dépréciation, l'amortissement et les dépenses administratives. Ceux-ci représentent en moyenne environ 35% du crédit total par bénéficiaire.
- Les coûts de financement : Ces coûts sont associés à des intérêts ou des frais potentiels payés à des sources de financement ou des donateurs. Ces coûts représentent en moyenne environ 4% du coût total du crédit total par bénéficiaire.
- Les coûts de défaut de paiement : Ces coûts concernent les coûts associés au pourcentage du portefeuille de prêt qui ne sont pas remboursés. Ils sont estimés à environ 2% du crédit total par bénéficiaire.

En utilisant les données de 2006 à 2010 sur le recensement de l'industrie de la microfinance haïtienne de l'USAID (2011), la mise en œuvre d'une expansion du programme de la microfinance en Haïti affiche un coût total par bénéficiaire de l'ordre de 4,074 gourdes sur chaque 10,000 gourdes de crédit alloué.

## Justification pour l'intervention

### Les avantages d'une expansion du programme de graduation

L'expérience faite avec le programme pilot en Haïti (2007-2008), suivi d'une mini-expansion en 2009 par la Fonkoze, témoigne de cette capacité du programme de graduation à relever une bonne partie de la population de ce cercle vicieux d'extrême pauvreté (Simanowitz et Huda 2009). Les avantages du programme de graduation sont non seulement d'ordre économique mais aussi et surtout d'ordre sociale.

En fait, les avantages économiques concernent la possession d'actifs productifs, les rendements sur les actifs productifs comme les chèvres et les volailles et la possession d'autres actifs financiers et économiques. Tandis que les avantages sociaux sont ceux liés à une meilleure condition de vie, comme un meilleur accès au logement ; l'accès à la santé et à l'éducation des enfants, de meilleures conditions sanitaires et d'une meilleure sécurité alimentaire. Dans un scénario neutre ou réaliste et en considérant que tous les avantages durent de 5 ans, les avantages par bénéficiaire sont estimés entre 110,029 gourdes à 763,631 gourdes, dépendamment du taux d'actualisation.

**Tableau 1 : Répartition des avantages par bénéficiaire estimés avec un taux d'actualisation de 5% sur les 5 années qui suivent la graduation (en HTG)**

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Avantages continus/courants - Revenu moyen - Meilleur logement - Sécurité alimentaire - Enfant non-malnutri - Meilleur assainissement	5,379.39	-	9,165.37	-	6,237.42
Avantages statiques - Actifs productifs - Epargne - Lit - Maison	-		-	-	26,129.60
Avantages de long terme - Education des enfants	58,980	-	107,025	-	85,157

## Les avantages d'une expansion de la microfinance

Si certains chercheurs et analystes croient qu'une expansion du microcrédit ne permet pas véritablement aux bénéficiaires d'augmenter leurs revenus de manière substantielle (Jameel, 2015), nonobstant une expansion des activités de l'entreprise, d'autres institutions comme la banque mondiale, le FMI et le Grameen Bank affirment que la microfinance est un secteur porteur capable de vaincre le cercle vicieux de l'extrême pauvreté.

Les avantages d'une expansion de la microfinance en Haïti sont estimés à deux niveaux :

- a) **Avantages de l'institution de microfinance** : Il s'agit ici des revenus que gagnent les institutions de microfinance à partir du taux d'intérêt érigé sur les prêts et d'autres avantages liés à des frais de services ou des retards de paiement. En utilisant les données de l'USAID (2011, p. 27) de 2006 à 2010, le taux moyen de rendement sur le portefeuille de crédit est de 48%, ce qui accuse une estimation des avantages par bénéficiaire entre 4,126 et 4,487 gourdes pour l'institution sur chaque 10,000 gourdes de crédit accordé, dépendamment du taux d'actualisation (annexe 3).
- b) **Avantages des bénéficiaires** : Il s'agit ici des retours sur les prêts contractés par des bénéficiaires calculés sur chaque gourde empruntée, en utilisant le modèle de Chemin (2008) appliqué dans le cas du Bangladesh. On considère ce modèle par le fait que dans le cas d'Haïti on assume que les gains de consommation ne sont pas nuls et c'est ce qui pousse beaucoup de micro-entrepreneurs à trouver l'accès au crédit, dont la croissance moyenne des emprunteurs par an est de 2.93 % (USAID, 2011, p.38). Selon ce modèle, sur chaque gourde empruntée, le bénéficiaire gagne environ 2.8%. Ce qui explique que, dans un scénario où les bénéfices de consommation ne sont pas nuls, les avantages par bénéficiaires sont estimés entre 4,376 et 4,759 gourdes pour chaque 10,000 gourdes de crédit contracté.

## Description des bénéficiaires et des avantages non mesurés

### a) Le profil des beneficiaries

L'une des caractéristiques premières du bénéficiaire du programme de graduation est celle d'une femme, chef de ménage, vivant dans l'extrême pauvreté, soit avec moins d'un dollar américain par jour. De plus, le bénéficiaire du programme de graduation répond au profil suivant :

- N'avoir aucun actif générateur de revenus ;
- N'avoir aucun enfant en âge d'aller à l'école qui fréquente un établissement scolaire ;
- N'avoir pas d'accès libre à l'alimentation et avoir souvent faim ;
- N'avoir pas accès aux soins de santé ou ne savoir pas comment y accéder, et ;
- Ne recevoir aucune assistance d'aucune ONG

Il s'agit ici d'identifier les plus pauvres des pauvres, à travers une petite enquête, pour les booster vers un niveau où elles peuvent participer dans des programmes de microcrédit.

Contrairement au programme de graduation, les bénéficiaires du programme de microfinance sont des femmes, chefs de ménages, vivant dans la pauvreté, soit avec moins de \$2 par jour, et aussi des femmes exerçant déjà une activité économique génératrice de revenus, comme la cuisine de rue, le petit commerce, la haute couture, la pêche, etc. De plus, le bénéficiaire du programme de microfinance répond au profil suivant :

- Avoir au moins un enfant ayant difficilement accès à l'éducation ;
- Ne pouvoir pas se nourrir au moins trois fois par jour et avoir l'habitude d'avoir faim ;
- N'avoir pas accès aux soins de santé, et ;
- Ne recevoir aucune assistance d'aucune ONG

L'identification de ces bénéficiaires sera faite à partir d'une analyse de leurs dossiers, conformément au formulaire préconisé par l'institution de crédit.

### b) Les avantages non-mesurés

Il est clair que le programme de graduation et de la micro finance ont un ensemble d'avantages qui ne sont pas quantifiés et qui peuvent être difficilement quantifiables. En plus de la création

nette d'emplois, ces deux programmes favorisent indubitablement l'émancipation des femmes (Chemin, 2008, p. 482), à travers un cadre leur permettant de sortir de leur monde restreint pour entrer dans une nouvelle dynamique de socialisation ou d'intégration sociale, de réseautage, ceci leur permettant d'améliorer ainsi leur bien-être. De plus, certaines activités du programme impactent directement la formation des femmes bénéficiaires sur le plan professionnel en termes de *business skills*, ce qu'elles peuvent même transmettre à leurs progénitures.

Entre autres, des études ont montré que le programme de graduation et de la microfinance engendrent toute une suite d'externalités positives dans les villages ou les localités d'intervention. Cependant, dans le cas d'Haïti il y faudrait beaucoup plus de recherches pour mieux appréhender les différentes dimensions et l'étendue de ces avantages non mesurés.

**Tableau 2 : Coûts et avantages par bénéficiaire**

Interventions	Avantage (HTG)	Coût (HTG)	Ratio avantage-coût	Qualité des données
Graduation	442,021	143,092	3.09	Forte
Microfinance	4,668	4,045	1.15	Moyen

Notes : Tous les chiffres sont basés sur un taux d'actualisation de 5%

### Mécanismes d'implémentation des interventions

La mise en place d'une expansion du programme de graduation et de la microfinance doit être découlée d'un partenariat public-privé, c'est-à-dire entre l'Etat haïtien et un ensemble d'autres institutions privées. Vu les risques liés au remboursement par les bénéficiaires, l'état ne peut en aucune façon prendre la responsabilité de s'immiscer dans une éventuelle implémentation de tels programmes, mais il pourrait jouer un rôle de régulateur dans l'initiative. Dans ce sens, l'expérience faite déjà avec la *Fonkoze* fait d'elle la meilleure institution qui pourrait gérer et mettre en œuvre de tels programmes sous la supervision de l'Etat haïtien.

Fonkoze : La plus grande institution de microfinance en Haïti, travaillant à la fois comme une ONG et une institution non-bancaire, et qui envisage d'atteindre la barre de 90,000 emprunteurs d'ici



2018 (Fonkoze, 2014, p.3). Fonkoze offre toute une gamme de produits<sup>1</sup> financiers à ses clients, ce qui fait d'elle, entre autres, l'une des institutions de microfinance les plus proches des plus vulnérables.

En 2007-2008, Fonkoze a été la pionnière du programme pilote de graduation en Haïti. Ce programme, baptisé *Chimen lavi miyò* (CLM), a été implémenté avec 150 clients dans trois zones reculées du pays à savoir Boucan Carré, Pointe-à-Raquette et Trou du Nord. Depuis lors, plus de 1,000 femmes sont graduées de ce programme et participent au programme de microcrédit « Ti kredi » de Fonkoze.

D'un autre côté, il n'est pas sans savoir que l'état fait face à des difficultés financières énormes avec des recettes domestiques qui ont atteint pour la première fois la barre de 65 milliards de gourdes en 2016 (BRH, 2016), soit toujours moins d'un milliard de dollars. Donc, il faut rechercher des capitaux privés et c'est dans cette optique que l'État pourrait envisager des partenariats avec des institutions de développement comme l'USAID, la Banque caribéenne de développement et d'autres organisations œuvrant dans le domaine, pour constituer un fonds devant alimenter la mise en œuvre de ces programmes. Ce fonds peut être géré directement par la BRH ou la Banque nationale de crédit (BNC).

### Les éventuels risques

- a) Institutionnel : Les risques liés à l'établissement de tels programmes avec des partenaires internationaux ou régionaux résident surtout dans la faiblesse de nos institutions en Haïti. Ce qui rend toujours difficile la pérennité de certains programmes de filet de sécurité et l'incapacité de l'Etat à respecter ses engagements vis-à-vis des partenaires internationaux.
- b) Économique : D'autres risques peuvent être analysés sous un angle économique, dans la mesure où le contexte économique même du pays peut affecter le taux de défaut de paiement et augmente la portion du portefeuille à risque. Plus l'investissement diminue dans l'économie, plus le chômage a tendance à augmenter et plus le rythme de croissance

---

<sup>11</sup> Ti Kredi, Solidarité, Développement d'Entreprise, Prêt PME, Zafèn, Services d'Épargne, Services de Transfert, Chimen Lavi Miyò, Épargne Jeunesse et Crédit Pilot.

de la consommation tend à ralentir. Lorsque la consommation ralentit, toutes les entreprises en subissent avec des chiffres d'affaires moins importants.

- c) Politique : Un autre risque est lié évidemment aux soubresauts politiques qui ne sont jamais favorables à la réussite ou à la pérennisation de certaines initiatives gouvernementales. L'instabilité politique rend les institutions faibles et pourrait mettre les investissements faits dans les deux programmes à risques pour des rendements très faibles, tant du côté des emprunteurs que du côté des institutions prêteurs.

## Liste des sigles et abréviations

ACA	Analyse coût-avantage
BRAC	Bangladesh rural advancement committee
BNC	Banque nationale de crédit
BRH	Banque de la République d'Haïti
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe
CGAP	Consultative Group of Assistance to the Poor
CLM	Chimen lavi miyò
CNSA	Coordination nationale de la sécurité alimentaire
DALYs :	Disabilities adjusted life years
ECVMAS	Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages après le Séisme
Fonkoze	Fondasyon kole zepòl
ODD	Objectifs de développement durable
ONPES :	Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale
PIB	Produit intérieur brut
RAC	Ratio avantage-coût
TUP	Targeting the ultra-poor
USAID :	United States agency for international development
VPN	Valeur présente nette
ONU	Organisations des Nations Unies

<b>1. INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>2. ANALYSE DOCUMENTAIRE</b> .....	<b>3</b>
2.1. GRADUATION .....	3
2.2. MICRO-FINANCE .....	6
<b>3. REVUE DE LITTERATURE SUR L'IMPACT DU MICROCREDIT DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT</b> .....	<b>8</b>
<b>4. CALCUL DES COUTS ET DES AVANTAGES</b> .....	<b>12</b>
4.1. GRADUATION .....	12
<i>Coûts</i> .....	12
<i>Avantages</i> .....	13
4.2. MICROFINANCE .....	15
<i>Coûts</i> .....	15
<i>Avantages</i> .....	15
<b>5. CONCLUSION</b> .....	<b>16</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b> .....	<b>18</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>21</b>

## 1. Introduction

Plusieurs institutions internationales et gouvernements de la région continuent d'exprimer leurs préoccupations face au ralentissement des efforts ces dernières années visant à réduire le phénomène de la pauvreté dans la région de l'Amérique Latine et des Caraïbes, dans un contexte économique internationale déjà difficile. Si des efforts ont été consentis par les gouvernements, en collaboration avec des partenaires internationaux, pour réduire le seuil de l'extrême pauvreté de 24.5% en 2003 à 11% en 2013 et sortir environ 76 millions de personnes de la pauvreté (Banque mondiale, 2016, p.37), 39 % de la population restait toujours exposée au risque de basculer dans la pauvreté, et l'élargissement de la classe moyenne s'est ralenti, selon les experts de la Banque mondiale.

En effet, les deux années consécutives de croissance économique négative de la région expliquent à quel point les progrès ont été lents, en ce qui a trait à la réduction de la pauvreté à travers la création de richesse et la mise en place des programmes de filet de sécurité. Après une décennie de croissance économique dynamique et inclusive, la région Amérique Latine et Caraïbe est rentrée dans sa cinquième année de ralentissement économique et deuxième année de contraction du PIB en 2016. En fait, la dégradation de la situation extérieure, conjuguée aux difficultés intérieures, a fait chuter la croissance régionale à -0.7% pour 2015, et l'activité économique devrait chuter à -1.3% en 2016 (Banque mondiale, 2016, p. 37). D'un autre côté, si le taux de pauvreté n'ont pas augmenté en 2013 et 2014 dans la région, la donne a été changée en 2015, selon les projections de la Commission Economique de l'ONU pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPALC, 2016). En effet, selon l'agence, le taux de pauvreté régional a atteint 29,2%, contre 23,3% en 2014, ce qui équivaut à 175 millions de personnes pauvres.

En Haïti, la situation s'avère beaucoup plus préoccupante que le reste de la région ; près de 60% de la population vit en dessous du seuil de la pauvreté et 24% dans l'extrême pauvreté. La détérioration croissante des principaux indicateurs socioéconomiques, les soubresauts du tremblement de terre de 2010 qui avait emporté près de 120% du PIB, les dégâts causés par le dernier ouragan Matthew, dont les pertes sont évaluées à 2.8 milliards de dollars, soit environ

30% du PIB et l'arrêt d'un ensemble de programmes de filet de sécurité<sup>1</sup> qui avait quand même des impacts non-négligeables sur les conditions de vies de certaines familles marginalisées vivant dans des zones reculées de la capitale (ONPES, 2013) sont, entre autres, des facteurs qui ont exacerbé le phénomène de la pauvreté dans le pays. Ce qui explique, entre autres, que le pourcentage de ménages vivant en sécurité alimentaire au niveau urbain s'alourdit, avec des taux plus élevés à Cité Soleil (66%), Gonaïves (49%) et Jérémie (48%) (CNSA, 2016). De plus, le ralentissement du rythme de croissance de l'économie depuis 2014 montre que des richesses ne sont pas créées pour la création nette d'emplois et l'amélioration des conditions de vies dans le pays.

Nonobstant le contexte économique et politique difficile, les institutions de microfinance continuent d'essayer de tenir le coup et offrir des services à un bon nombre de familles, dans le cadre de leur contribution dans la lutte pour la réduction de la pauvreté en Haïti. En fait, selon le dernier recensement de l'industrie de la microfinance en Haïti faite par l'USAID (2011), au 30 septembre 2010, le marché de crédit était évalué à 4.7 milliards de gourdes en termes de portefeuille brut, dont 1.78 milliards de gourdes pour les caisses populaires et le nombre de micro-entreprises et/ou petits opérateurs bénéficiaires (emprunteurs) du microcrédit était estimé à 208,998 (soit environ 5% de la population active) dont 48,905 sont des emprunteurs des caisses populaires. Avec une croissance moyenne de 2.9% l'an (USAID, 2011, p.38), le nombre d'emprunteurs devrait franchir maintenant la barre de 248,000 en 2016, d'après nos estimations.

En plus des programmes de microcrédit, un autre programme de lutte contre la pauvreté extrême a été expérimenté en Haïti avec la Fonkoze « *graduation* », sous le label « *Chimen lavi miyò* » (CLM), en partenariat avec Concern Worldwide, CGAP, Plan International, BRAC et Zanmi Lasante, dans le cadre d'un effort global de CGAP-Ford Foundation visant à relever les plus pauvres du cercle de l'extrême pauvreté vers la possibilité d'intégrer le secteur de la microfinance, une fois passé l'étape de la graduation. En 2013, le programme CLM a accueilli 610 nouvelles femmes bénéficiaires et continuait de desservir 1,101 autres. Selon la Fonkoze (2014, p.10), 97% des femmes bénéficiaires ont complété le programme en 2013, leur permettant d'avoir une condition

---

<sup>1</sup> Ti manman cheri, Kore etidyan, panye solidarite, Kore andikape, etc.

de vie plus sûre, de fournir à leurs familles au moins deux repas par jour, d'envoyer tous leurs enfants à l'école, de maintenir un certain niveau de revenu et un compte d'épargne actif, et de développer un plan solide pour l'avenir.

C'est dans ce contexte que, dans le cadre de la recherche des solutions intelligentes de lutte contre la pauvreté et la pauvreté extrême en Haïti, ce travail analyse les coûts et les avantages d'une expansion de la microfinance et du programme de graduation. Le reste de l'étude est divisé en deux grandes parties. La première partie concerne une analyse documentaire qui passe en revue des études sur l'implication des programmes de graduation et de la microfinance dans la réduction de la pauvreté ainsi que le niveau des coûts et des avantages de l'implantation de ces programmes à travers des études de cas précis.

## 2. Analyse documentaire

### 2.1. Graduation

Les limitations de la microfinance, comme programme de développement, ont toujours été au centre des réflexions et des débats sur des politiques de lutte contre l'extrême pauvreté. On reproche à la microfinance de ne pas pouvoir toucher les couches les plus vulnérables pour deux raisons. D'abord il y a « peu d'approches innovantes du côté des ONG, en particulier pour les gens extrêmement pauvres, et ensuite, la microfinance a causé l'exclusion des plus pauvres dans les interventions non financières » (Sulaiman & Misha, 2016, p. 7). C'est dans ce contexte que d'autres programmes plus robustes de lutte contre l'extrême pauvreté ont été émergé dans les années 2000, notamment le « Targeting the ultra-poor (TUP) implémenté par BRAC au Bangladesh, communément appelé *programme de graduation*, dirigé par le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) avec de l'assistance financière de la Ford Foundation. Cette approche de graduation était lancée comme une amalgamation des expériences de la microfinance et 10 programmes pilotes ont été implémentés dans environ 10 pays à savoir, Éthiopie, Haïti, Pérou, Pakistan, Ghana, Honduras, Inde et Yémen depuis 2006.

Beaucoup d'études ont été réalisées pour mesurer les impacts des programmes de graduation dans plusieurs pays, ainsi que les coûts associés à la mise en œuvre de ces programmes. Après une

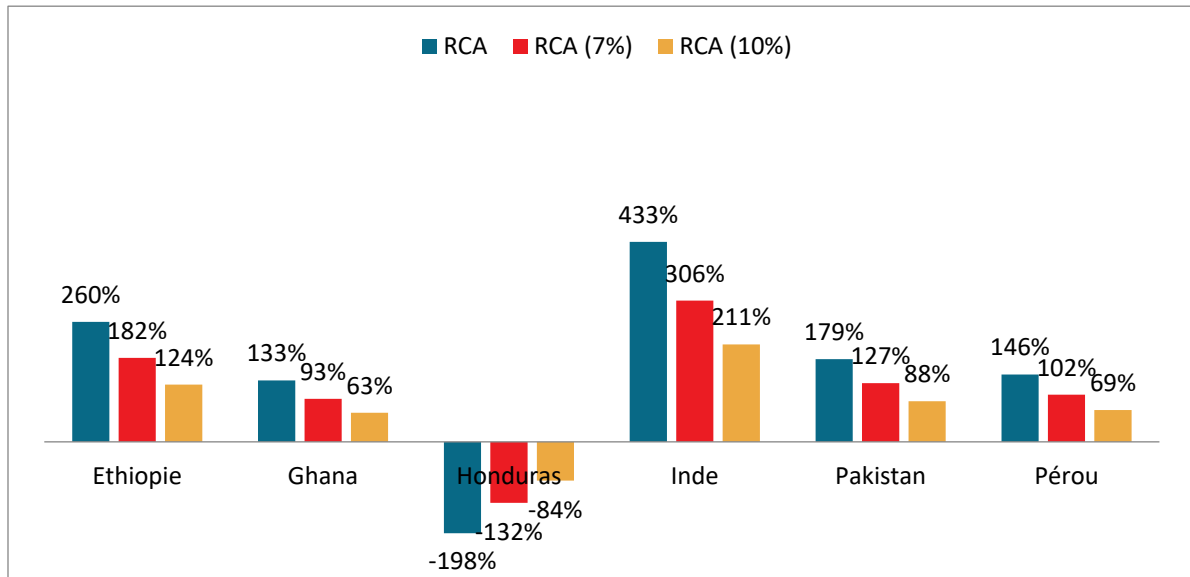
expansion du programme au Bangladesh, un essai contrôlé randomisé a été conduit pour mesurer les impacts directs et indirects des interventions. Bandeira et al (2013) ont trouvé que le programme augmente les revenus des ménages de bénéficiaires à 34%, comparé au groupe de contrôle à la fin de la deuxième année des interventions. Ce qui est intéressant, c'est que les avantages sont maintenus 2 ans après les interventions avec les ménages de traitement ayant des niveaux de revenus à 38% plus élevé que le groupe de contrôle.

D'un autre côté, Sulaiman et Misha (2016) ont conduit une analyse des coûts et des avantages des programmes de graduation au Bangladesh. D'après leurs résultats les ratios coût-bénéfice de ces programmes se situe entre 2 et 3, comparé de manière plus spécifique au programme TUP, dont les estimations des ratios coût-avantage, avec de différents niveaux de taux de réduction (3%, 5%, 10%), se trouvent entre 1.21 et 5.76, tout en assumant de différents niveaux de continuation des gains de consommation (Sulaiman et Misha, 2016, p.25). Ce qui traduit des taux de rendement relativement élevés sur des investissements dans la réduction de la pauvreté.

Plus loin, Banerjee et al (2015) ont conduit des évaluations randomisées du modèle TUP dans six pays et ont montré l'évidence des impacts positifs sur les moyens de subsistance des bénéficiaires dans cinq sur les six programmes pilotes à la fin de l'intervention, avec des retours sur investissement compris entre 133% et 433%, selon leur analyse des coûts et des avantages (annexe 4).



Figure 1 : Ratios coûts-avantages des programmes de graduation dans les six RCT



Source : Banerjee et al (2015)

Les avantages considérés dans les calculs de Banerjee et al (2015) et Sulaiman et Misha (2016) concernent seulement les gains de consommation, les épargnes et les actifs productifs. Ce qui veut dire que les avantages liés à la l'éducation des enfants et à la santé n'ont pas été considérés. C'est ce que nous autres nous avons ajouté dans notre travail et qui nous a permis d'améliorer les ratios coût-avantage liés à une expansion du programme de graduation en Haïti.

En fait, aucune étude n'a encore évalué les impacts sur la formation des revenus des bénéficiaires du programme de graduation « *Chimen lavi miyò* » (CLM) de Fonkoze en Haïti. Cependant, à date, deux grandes évaluations<sup>2</sup> de ce programme ont été conduites et ont montré l'évidence des impacts positifs du programme dans l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. La première évaluation de la phase pilote a montré que 93% (140 sur 150) des bénéficiaires ont vu leur situation économique nettement amélioré et étaient éligible pour participer au programme de microcrédit (Ti kredi) de Fonkoze (Simanowithz et Huda, 2009). La deuxième tranche d'évaluation conduite lors de la phase d'expansion du programme (180 bénéficiaires) a montré des changements significatifs dans la capacité des bénéficiaires à améliorer leurs moyens de subsistance et leurs conditions de vies, en termes de meilleur logement, d'accès à des biens,

<sup>2</sup> Une évaluation du programme pilot (150 bénéficiaires) et une évaluation de l'expansion (180 bénéficiaires)

d'amélioration de l'éducation des enfants, de condition de revenu et de statut social (Pain et al, 2015).

Tableau 1 : Vue d'ensemble des résultats des évaluations du programme CLM en Haïti (2007-2012)

Avantages (changement de condition)	Pourcentage de familles bénéficiaires	
	Pilot-2007	Expansion -2012
Amélioration de logement	20%	43%
Toiture en paille	60%	9%
Toiture en métal (tôle)	40%	92%
Sol en terre battue	98%	81%
Sol en ciment	2%	20%
Propriétaire de maison	73%	87%
Propriétaire terrien	44%	62%
Dormir à même le sol	39%	23%
Dormir au lit	61%	77%
Assainissement (latrine)	2%	43%
Tous les enfants à l'école	10%	69%
Savoir lire	18%	27%
Amélioration de revenu	-	54%
Augmentation consommation alimentaire	-	45%

Source : Concern Worldwide et Fonkoze (2014)

Le programme a poursuivi son chemin en 2013 et selon les données fournies par *Fonkoze*, le programme CLM a accueilli 610 femmes bénéficiaires, dont 97% des femmes bénéficiaires ont complété le programme pour rentrer dans la catégorie des clients éligibles pour avoir accès à des prêts du programme de microcrédit (Fonkoze, 2014). Cependant, pour calculer les avantages d'une expansion de la microfinance, nous avons utilisés les données des 2 évaluations susmentionnées.

## 2.2. Micro-finance

La microfinance est souvent considérée comme un outil contribuant significativement à la réduction de la pauvreté. C'est la raison pour laquelle beaucoup d'études concernant ce domaine abordent l'évaluation de ses impacts sur la réduction de la pauvreté (De Silva, 2012 ; Hermes et Lensink, 2011, Rooyen et al, 2012). Toutefois, quand il s'agit de déterminer réellement l'impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté, les résultats des études sont très divergents. En

fait, certaines études avancent que les programmes de microfinance sont loin de sortir les plus pauvres du cercle de l'extrême pauvreté (Coleman, 2006 ; Takahashi et al 2010 ; Chemin, 2008). Tandis que d'autres acteurs impliquant dans le secteur et des organisations internationales comme la Banque mondiale, le Grameen bank et l'USAID, ainsi que d'autres chercheurs (Hiatt et Woodworth, 2006 ; Imai et al, 2012) soutiennent que la lutte contre la pauvreté peut aussi passer par un renforcement des programmes de micro-crédit dans les pays à faible revenus et dans les pays en développement, car, selon eux, ce dernier secteur a des impacts significatifs sur la réduction de la pauvreté.

En fait, des évaluations randomisées de sept pays<sup>3</sup> à travers le monde ont montré que le microcrédit n'a pas d'impacts transformatifs sur la pauvreté, mais il peut doter les ménages à faibles revenus plus de liberté dans l'optimisation des stratégies de gagner de l'argent, ou dans la façon de consommer et d'investir (Jameel, 2015, p. 1). Ces résultats vont de pairs avec les six évaluations randomisées de microcrédit conduites par Banerjee et al (2015, p.19) qui ont trouvé peu d'évidence en termes d'effets de traitement dans les investissements avec des périodes de gestion relativement longue, telles que l'éducation et la santé, et également peu d'évidence en termes d'impacts de transformation sur des indicateurs sociaux.

Les études évaluant les impacts véritables de la microfinance sur la réduction de la pauvreté en Haïti sont très rares, malgré cette prédominance des institutions de microfinance en Haïti, dont le nombre était porté à 200 en Décembre 2010, réparties en 175 caisses populaire et une vingtaine d'ONG/Associations/Fondations (USAID, 2011, p.6). Cependant, des rapports ont montré que les implications de ce secteur dans la mouvance du secteur financier du pays sont considérables. Par exemple, l'USAID (2011) étudie l'apport socio-économique des institutions de microfinance en Haïti, en se basant sur les emplois directs créés, la valeur ajoutée directe générée sur les portefeuilles de crédit et les revenus de salaires distribués, mais elle n'a pas investigué d'éventuelles implications directes de la microfinance dans la réduction de la pauvreté dans le pays. Cependant, pris au cas par cas, des rapports des institutions de microfinance comme ceux de Fonkoze (2014) veulent donner l'impression que le micro-crédit joue un rôle très important

---

<sup>3</sup> Ethiopie, Maroc, Mexique, Inde, Bosnie et Herzégovine, Mongolie, Philippines.

dans la lutte contre la pauvreté, notamment dans les zones les plus reculées du pays où l'accès à des services bancaires est difficile. Toutefois ces rapports ne constituent pas en des recherches véritables sur l'impact du microcrédit sur la réduction de la pauvreté dans le pays.

**Tableau 2 : Répartition des programmes de micro-crédit de Fonkoze (2013)**

Programmes	# de clients	Prêt moyen (\$US)	Portefeuille de crédit (\$US)	Pourcentage de client gradués
Ti Kredi	11,058	35	846,913	84%
Solidarité	57,149	207	23,594,998	
Developpement d'entreprise	366	3,562	1,588,823	
Prêt PME	59	28,581	3,687,175	
Zafèn	386	1,712	186,650	
Crédit pilot (Jeunes)	220	33	7,178	
<b>Total</b>	<b>69,238</b>			

Source : Rapport annuel de Fonkoze (2014)

Fonkoze dispose d'une équipe d'évaluation d'impact « Social impact team » qui conduit régulièrement des évaluations des différents programmes de crédit, notamment « Ti kredi » et « Solidarité » à travers des interviews auprès des bénéficiaires. En 2013, avec un échantillon de 197, l'évaluation de l'équipe a révélé que 9% des clients de « Ti Kredi » ont quitté le cercle de l'insécurité alimentaire et 9% avait la capacité de se procurer des actifs productifs (Fonkoze, 2010, p. 16). En ce qui concerne le programme "Solidarité", sur un échantillon de 137 clients, l'équipe d'évaluation a révélé que 50% des clients devenait dans une situation de sécurité alimentaire et 14% pouvait envoyer tous leurs enfants à l'école, avec des progrès significatifs dans l'amélioration dans leurs conditions de vie (Fonkoze, 2014, p.17)

### 3. Revue de littérature sur l'impact du microcrédit dans les pays en développement

L'expérience de la microfinance a été entreprise pour la première fois par l'économiste bangladais Yunus en 1976, qui a montré le rôle de l'intermédiation financière dans la réduction de la pauvreté

et dans la génération de richesse. Le microcrédit est alors un volet de ce grand dispositif<sup>4</sup> qui comprend aussi la micro-assurance, l'épargne et les transferts d'argent. Les expériences pionnières de la *Grameen Bank* et la *Banco Sol* ont été profitables et ont favorisé une croissance rapide de la couverture de la microfinance dans le monde (plus de 80 millions de personnes ont été touchées en 2005, les projections étaient de 100 millions). Ce secteur a bénéficié du support des institutions internationales telles l'ONU et des agences de développement comme l'USAID. En 2004, lors du X<sup>e</sup> sommet de la Francophonie, de nombreux chefs d'État des pays du sud se sont même engagés à soutenir les institutions de microfinance et d'en assurer leur intégration dans le circuit financier classique.

Étudier l'impact du microcrédit sur les bénéficiaires consiste d'abord à vérifier si l'objectif fixé est atteint. Les projets de microcrédit visent les populations pauvres généralement ne faisant partie d'aucune structure formelle de l'économie. Rappelons que le microcrédit a pour objectif d'octroyer de prêts à ceux qui sont exclus du système formel (bancaire) et l'informel peut rendre inefficace le contrôle des emprunteurs et peut provoquer une concentration des offres de crédit. Donc, ceci réduit de manière considérable les probabilités d'atteinte de l'objectif et les IMF auront tendance à servir les emprunteurs fiables au détriment des populations pauvres.

L'autre aspect dans l'évaluation d'un projet de microcrédit concerne la méthodologie scientifique à adopter. Les premières études d'impact ont été surtout des études empiriques sur un pays, une communauté et la méthodologie employée était surtout de comparer le profil socioéconomique des bénéficiaires à celui des non-bénéficiaires. Cette méthodologie a fait l'objet de critiques et d'autres chercheurs ont utilisé des méthodes d'induction statistique et les complications économétriques ont été de taille. Ainsi, pourrait-on étudier l'impact d'un projet de microcrédit sur un échantillon d'emprunteurs et voir quelle serait leur situation de bien-être s'ils n'avaient pas été bénéficiaires d'un projet de microcrédit ?

Le premier ensemble d'outils d'évaluation a été lancé dans le cadre du projet AIMS<sup>5</sup> exécuté par l'USAID en 1995. Bien que les rapports dans le cadre de ce projet remontent à plus de vingt ans, il

---

<sup>4</sup> La microfinance est perçue comme une structure créant le pont entre les services financiers et ceux exclus du secteur bancaire.

<sup>5</sup> Assessing the Impact of Microenterprise Services ( Evaluation de l'impact des services aux microentreprises)

reste l'incontestable outil en matière d'évaluation de l'impact de la microfinance. Cinq outils ont été proposés qui sont des méthodes quantitatives et qualitatives (étude d'impact, étude de sortie des clients, analyse de l'utilisation des prêts, des services et de l'épargne au fil du temps, enquête de satisfaction de la clientèle et analyse d'autonomisation des clients).

L'analyse proposée par Sebstad et Chen (1996) portant sur un échantillon de trente-deux études d'impact et sur quarante et un projets différents dans vingt-quatre pays d'Amérique latine, d'Asie, et d'Afrique a pris en compte le type d'impact sur l'activité des microentreprises, le bien-être des bénéficiaires, au niveau individuel ou des ménages, voire même des communautés auxquelles ils appartiennent. Pour le volet du microcrédit, l'impact est significatif, en se référant à trois des six études qui abordent cette question. Pour l'outil de l'utilisation des prêts, l'allocation consacrée à l'alimentation ou aux biens de première nécessité a été réduite.

Plusieurs études dans des pays avec des contextes conjoncturels différents ont révélé que les programmes de microcrédit destinés aux communautés pauvres ont plutôt des effets positifs sur l'investissement dans les activités des travailleurs autonomes, mais moindre proportion sur la consommation totale ou sur le revenu global (Attanasio et al.2011, Augsburg et al. 2013). Des travaux de recherche montrent cependant que le microcrédit est souvent utilisé à des fins autres que l'investissement. Ces prêts aident aussi les gens à faire face aux baisses de leurs revenus en mettant à leur disposition les fonds nécessaires pour faire face à certains chocs imprévisibles (décès, maladie, etc.).

Les chercheurs Banerjee, Duflo, Glennerster et Kinnan (2010), analysent l'impact de l'accès au crédit en randomisant l'implantation de nouvelles agences d'IMF dans la communauté indienne de Spandana destinées aux femmes. Crépon, Devoto, Duflo et Parienté (2011) évaluent l'effet de l'accès au crédit en milieu rural en implantant aléatoirement de nouvelles agences de l'IMF à Al Amana (Maroc). Field, Pande, Papp et Rigol (2011) cherchent à analyser comment les conditions de remboursement affectent l'entrepreneuriat parmi les pauvres (en Inde). Giné, Yang et Goldberg (2011) se penchent sur l'impact d'un système d'identification personnelle sur le remboursement des prêts au Malawi.

Selon Aldeghi et Lautié (2011), le microcrédit contribue à l'amélioration de la situation sur le plan budgétaire de 75% des emprunteurs relèvent au moins une évolution positive de leur situation sur le plan financier. Sur d'autres aspects, 35% des personnes enquêtées ont une meilleure qualité de vie (mesurée par une amélioration du moral et du stress ressenti), 22% des personnes interrogées ont une évolution positive de leur situation professionnelle, 12% d'entre elles notent par ailleurs un impact positif sur le logement, 7% seulement sur l'accès aux soins. Par ailleurs, le microcrédit n'induit que peu d'impacts négatifs. 13% des personnes déclarent avoir rencontré des difficultés liées aux remboursements mensuels. Seules 4% des personnes interrogées notent des impacts négatifs et très peu relèvent des dégradations de leur situation qui pourraient être liées à cette structure.

Selon les résultats d'une étude sur l'impact social et économique du microcrédit (cas d'une IMF en Argentine), le microcrédit contribue à la constitution d'une épargne individuelle : 49% des bénéficiaires possèdent une épargne, contre 26% des non-bénéficiaires. De plus, en ce qui a trait à la vulnérabilité des ménages, l'effet du microcrédit est aussi positif : 2% des bénéficiaires ont dû restreindre leur alimentation pendant une période de l'année, alors que 12% des personnes non-bénéficiaires d'un programme de microcrédit ont subi ce choc. Les analyses de Zohoré (2009) montrent que le microcrédit dans le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire a un impact substantiellement positif sur l'autonomisation des femmes et des effets variables sur l'habitat et la consommation des ménages, ainsi qu'en matière de santé et d'éducation. Par contre, l'impact du microcrédit sur l'épargne ne peut être confirmé.

Une étude pilotée par la Banque mondiale dans les villages du Bangladesh, a confirmé l'influence positive du microcrédit sur ces communautés. Cette étude, qui compte plus de 1,500 ménages issus de 87 communautés, interrogés trois fois sur une période de 20 ans, conclut que le microcrédit hausse le niveau du revenu et le niveau de l'éducation des enfants.

Parienté (2014) questionne l'efficacité du microcrédit au Maroc et analyse l'effet sur les conditions de vie des bénéficiaires par une approche expérimentale utilisée dans cinq pays (Bosnie, Mexique, Inde, Mongolie et Éthiopie). D'après les résultats de cette étude, les effets sont globalement limités sur le niveau de consommation, les dépenses de santé et d'éducation, avec peu de

démarrage sur de nouvelles activités, cependant il y eut de l'expansion des activités. Cette approche a eu d'autres effets sur les pays mentionnés ci-dessus (effets positifs sur la sécurité alimentaire ; la détention d'actifs, l'activité, et le revenu).

Quoiqu'il soit difficile de mesurer sans biais l'effet de la microfinance sur une population-cible, les programmes de microcrédit un peu partout dans le monde ont des retombées positives dans le social : les conditions de vie des ménages (bénéficiaires) ont nettement amélioré, le taux de fréquentation scolaire est à la hausse et beaucoup plus de gens ont accès aux soins de santé. Du point de vue économique, les revenus ont augmenté dans certains cas, les revenus sont devenus plus stables, ce qui a pour effet positif sur la réduction de la vulnérabilité des bénéficiaires (à long terme) face aux chocs extérieurs et imprévisibles et l'économie dans son ensemble peut en profiter avec la réduction du taux de l'informel.

## 4. Calcul des coûts et des avantages

### 4.1. Graduation

#### Coûts

La méthodologie utilisée pour calculer les coûts d'une expansion du programme de graduation s'articule autour d'une estimation des différents coûts du programme en Haïti faite par Grameen Foundation et révisée par Sinha et Roy (2010) pour le compte de M-CRIL, ajoutée des coûts additionnels encourus par la société qui ne sont pas tenus compte par Grameen Foundation. Les données sur les différentes catégories de coûts, mentionnées plus haut, ont affiché un coût total par bénéficiaire de \$ 1,491 US en 2009, soit environ 62,309 gourdes à l'époque. En utilisant l'inflation cumulative depuis 2009 (1.35), le coût total de l'implémentation du programme de graduation par bénéficiaire est porté à 84,403 gourdes en 2015. Tandis que les coûts additionnels par bénéficiaire, liés à l'éducation, supportés par la société passent de 9,629 de l'année 1 à 13,903 à l'année 5. Avec un contrefactuel de 50% sur l'année zéro et 25% pour les deux années précédentes, la valeur présente nette (VPN) du coût par bénéficiaire se situe entre 69,521 et 80,172, dépendamment du taux de réduction (voir tableau (6) récapitulatif et annexe 1).



Un autre point de confort c'est qu'une estimation des coûts de l'implémentation du programme de graduation en Haïti en parité de pouvoir d'achat (PPP, 2015) affiche un niveau (\$3,961) supérieur à ceux de l'Inde, mais presque similaire à la moyenne de ceux du Ghana, de l'Éthiopie, du Pakistan et du Pérou (\$4,209, 2015 PPP). Cela veut dire que les programmes de graduation à l'avenir en Haïti ne seront pas différents des autres programmes implémentés n'importe où.

### Avantages

Une approche un peu nuancée a été utilisée pour calculer les avantages d'une expansion du programme de graduation. Comme l'indique le tableau 1 ci-dessous, le programme de graduation affiche toute une panoplie d'avantages, divisée en trois catégories à savoir les avantages courants et continus, les avantages statiques et les avantages de long terme. Contrairement à Banerjee et al (2015) et Chemin (2008), notre travail a considéré les avantages liés à l'éducation et à la santé. Ce qui a favorisé une nette amélioration du ratio coût-avantage (Annexe 2).

L'estimation des avantages est faite sur une période de 5 ans à partir d'une année de base (0) et les données secondaires ont été tirées des évaluations du programme de graduation CLM de Fonkoze, dont certains résultats sont présentés dans le tableau 4 ci-dessous, avec d'autres données tirées du *Global burden of disease* (2013), de l'ECVMAS (2012) et du marché lui-même. L'estimation des avantages courants et continues tient compte du revenu moyen des bénéficiaires calculé à partir des gains sur 1 an avec moins d'un dollar par jour ; entre \$1 et 2\$ par jour et plus de dollars par jour, tout en assumant un déclin de 10% sur l'ensemble de la période, puisque le programme de graduation est basé sur un score de revenu d'un indice de pauvreté. Elle tient aussi compte des gains liés à un meilleur logement calculé à partir des données de l'évaluation du CLM et la différence entre le prix de la location des deux niveaux de maison, et enfin des avantages liés à la santé, qui comprennent un meilleur assainissement, réduction de la malnutrition sévère chez les enfants et la sécurité alimentaire, calculés à partir de l'approche DALY du Global Burden of Disease, avec un contrefactuel de 100% à 105% sur l'ensemble de la période.

Les avantages statiques qui regroupent les actifs productifs, l'épargne, la valeur d'un lit et d'une maison ont été calculés à partir des données de l'évaluation du programme CLM de Fonkoze et le prix du marché d'un lit d'une maison de base en tuff et en béton, avec une assomption de 33% de

déclin des avantages au niveau des actifs productifs et de l'épargne. Et enfin, les avantages de long terme qui concerne l'éducation calculé à partir des données de l'évaluation du programme CLM, de l'ECVMAS (2012) et les gains de revenus liés à une augmentation du nombre d'année scolaire, en assumant une croissance de 2.7% par an des revenus (comme pour la croissance moyenne réelle du PIB par an).

La méthodologie appliquée pour l'estimation des avantages s'articule autour de quatre phases :

- a) La première phase consiste à calculer les différents pourcentages de bénéficiaires d'un avantage quelconque sur la période (2007-2012) issues des évaluations du programme CLM de Fonkoze de la phase pilot (année zéro) passant par la "graduation" (2009) jusqu'à la phase d'expansion (2012).
- b) La deuxième phase consiste à mesurer les avantages sur la période considérée à partir des données existantes et des données calculées, tout en utilisant les pourcentages susmentionnés. Les données existantes sont celles liés aux revenus moyens, à la valeur d'un meilleur logement, l'épargne, la valeur de la maison et du lit. Tandis que les données calculées sont celles qui concernent les avantages liés à l'éducation des enfants et à la santé, tout en utilisant également les pourcentages susmentionnés.
- c) La troisième phase consiste à mesurer les avantages sur la période considérée à partir des scénarios contrefactuels sur les différents niveaux d'avantages (courant/continu, statique et de long terme). Comme mentionné plus haut, un contrefactuel allant de 100% à 105% est utilisé sur la période considérée pour les avantages courants/continus (revenus, logement, santé). Tandis que pour les avantages statiques (actifs productifs, épargne, lit, maison non incluse), un contrefactuel de 37% est utilisé, en assumant une certaine dégradation de ces avantages après la graduation (Pain et al, 2015). Alors que pour les avantages de long terme qui concerne les gains à l'éducation des enfants, un contrefactuel allant de 10% à 37% est utilisé sur la période.
- d) La quatrième phase consiste maintenant à calculer les avantages par bénéficiaires pour chaque catégorie d'avantages sur la période considérée, en utilisant les résultats de la deuxième et la troisième phase par avantage. Cette étape nous permet ensuite de calculer la valeur présente nette des avantages totaux à différent niveau de taux d'actualisation

(3%, 5%, 12%) de DALY, avant d'aboutir aux différents scénarii d'avantage (neutre, optimiste, conservateur). Le scénario conservateur est celui inspiré de Banerjee et al (2015), où nous avons calculé la valeur présente nette des avantages sans tenir compte des retombées sur l'éducation et la santé. Cela donne évidemment un ratio coût-avantage (1.12) inférieur à celui trouvé au scénario neutre (3.09), où tous les avantages ont été considéré (Annexe 2).

## 4.2. Microfinance

### Coûts

Comme indiqué plus haut, les différents coûts associés à l'implémentation du programme de la microfinance, en fonction du portefeuille de crédit, concernent les coûts d'opérations (35%), de financement (4%) et de défaut de paiement (2%). Les données de l'USAID de 2006 à 2010 sur les deux premiers coûts et l'absorption de 2% de défaut de paiement nous permettent de calculer facilement le coût total par bénéficiaire à partir de la taille du crédit (HTG 10,000) par bénéficiaire, en multipliant le montant du crédit par les différents pourcentages de chaque coût. Les calculs indiquent un coût total par bénéficiaire de 4,074 sur chaque prêt de HTG 10,000.

### Avantages

Les avantages de la microfinance sont définis à deux niveaux : du côté de l'institution de micro finance et du côté du bénéficiaire/client. Le calcul des avantages se fait à partir du taux de rendement moyen sur le montant du crédit dans le secteur en Haïti (48%) trouvé en utilisant les données (2006-2010) de l'USAID (2011). L'estimation des avantages est diminué avec un taux le taux de défaut de paiement de 2% pour un niveau de crédit de HTG 10,000. L'estimation donc des avantages de l'institution de micro finance se trouve ente HTG 4,406 et 4,491 par bénéficiaire dépendamment du taux de réduction. Tandis que du côté du bénéficiaire, deux scénarii ont été considérés pour calculer les avantages. Le premier consiste à considérer qu'il n'y pas d'avantage du consommateur en se basant sur les études de 6 pays de JPAL (2015) et l'autre scénario consiste à considérer qu'il y a un gain de 2.8% sur chaque gourde empruntée en se basant sur le modèle de Chemin (2008). Au niveau du premier scénario, les avantages du consommateur son nuls et sont égaux à ceux de l'institution de micro-crédit. Alors qu'au niveau du deuxième scénario, les

avantages du consommateur sont calculés à partir des 2.8% de gain sur chaque gourde empruntée, à différent niveau de taux d'actualisation. Les avantages totaux de la microfinance par bénéficiaires sont trouvés en additionnant ceux du bénéficiaire et ceux de l'institution de microfinance (annexe 3).

## 5. Conclusion

Dans le cadre de notre travail, il était question d'analyser les coûts et les avantages d'une expansion du programme de graduation et de la microfinance, dans une perspective de recherche de solutions intelligentes quant à la lutte contre la pauvreté à différents niveaux dans le pays. Une approche très nuancée dans le calcul des avantages du programme de graduation a montré que la valeur présente nette des avantages d'une expansion du programme est estimée à 442,021 gourdes par bénéficiaire, avec des coûts de l'ordre de 143,092 gourdes. Ce qui accuse un ratio coût-avantage de 3.09, en utilisant un taux d'actualisation de 5%. Cela traduit des retours intéressants sur des investissements liés à la réduction de la pauvreté. Plus loin, les coûts du programme en parité de pouvoir d'achat n'affichent pas de grande différence par rapport à la moyenne d'un ensemble d'autres pays. Ce qui veut dire que les programmes de graduation à l'avenir en Haïti ne seront pas différents des autres programmes implémentés n'importe où.

D'un autre côté, en utilisant des données tirées d'un recensement de l'industrie de la microfinance en Haïti conduit par l'USAID, et en assumant un gain de 2.8% sur chaque gourde emprunté, ce travail estime que les avantages d'une expansion de la microfinance sont de l'ordre de 4,673 gourdes, pour des coûts estimés à 4,045 gourdes. Ce qui accuse un ratio coût-avantage de proche de 1 qui ne s'avère pas trop convaincant et qui a tendance à confirmer les thèses de plusieurs chercheurs qui croient que la microfinance n'augmente pas les revenus des bénéficiaires de manière substantielle et n'a pas des effets de transformation sur la pauvreté. Si les perspectives d'une implémentation du programme de graduation s'avéraient plus prometteuses, on ne peut pas négliger l'importance des programmes de micro-crédit dans l'amélioration des conditions de vies d'une bonne partie de la population active. Toutefois, ce travail ouvre la voie à d'autres études qui pourraient explorer plus largement les implications des programmes de microfinance en Haïti,

en tenant compte d'autres institutions de microcredit autres que Fonkoze, dans la réduction de la pauvreté à travers une approche plus rigoureuse et plus robuste.

Tableau 3 : Coûts et avantages d'une expansion de la microfinance et du programme de graduation

Interventions	Taux d'actualisation	Avantage	Coût	Ratio avantage-coût	Qualité des données
Graduation	3%	763,631	149,597	5.10	Forte
	5%	442,921	143,092	3.09	
	12%	110,029	123,768	0.89	
Microfinance	3%	4,759	4,074	1.18	Moyen
	5%	4,668	4,074	1.15	
	12%	4,376	4,074	1.08	

Notes : Les coûts et les avantages de la graduation sont tirés du scénario neutre, tandis que ceux de la microfinance de l'assomption de 2.8% de gain sur chaque gourde empruntée

## Références bibliographiques

- Atanasio, O & al. (2011), Subsidizing vocational training for disadvantaged youth in Colombia: Evidence from a randomized trial, *American Economic Journal*. URL: <http://www.aeaweb.org/articles.php?doi=10.1257/app.3.3.188>
- Augburg, B et al. (2015), The impacts of microcredit: Evidence from Bosnia and Herzegovina, *American Economic Journal*. URL: <http://dx.doi.org/10.1257/app.20130272>
- Bandiera, O, Burgess, R, Das, N, Gulesci, S, Rasul, I and Sulaiman, M. 2013 “Can basic entrepreneurship transform the economic lives of the poor?”, London School of Economics, London.
- Banque de la République d’Haïti, 2016, note sur la politique monétaire, septembre 2016
- Banque mondiale, 2016, Rapport annuel 2016, Washington
- Bauchet J et al. (2011), Derniers résultats des études randomisées en microfinance, *Rapport CGAP et partenaires*.
- Chemin, M, 2008, ‘The benefits and costs of microfinance: evidence from Bangladesh’, *Journal of Development Studies*, vol. 44 no.4, pp. 463-484
- CNSA, 2016, Haiti: evaluation de la sécurité alimentaire en milieu urbain, en partenariat avec le World Food Program
- Coleman, B E, 2006, ‘Microfinance in Northeast Thailand: who benefits and how much?’ *World Development*, 34(9), pp.1612-1638
- Concern Worldwide et Fonkoze, 2014, Sustaining graduation: a review of the CLM program in Haiti
- De Haas, R (2015), The impact of microcredit: Evidence from across the world, *EBRD impact brief*.
- De Silva, I, 2012, ‘Evaluating the impact of microfinance on savings and income in Sri Lanka: quasi-experimental approach using propensity score matching’, *The Journal of Applied Economic Research*, 6(1), 47-74
- Gubert, F & Roubaud, F (2005), Analyser l’impact d’un projet de micro-finance : l’exemple de Madagascar

- Hamelin, A (2007), Les limites de l'utilisation du micro crédit dans la lutte contre la pauvreté : le cas du travail des enfants, *Université Robert Schuman de Strasbourg*.
- Hermes, N and Lensink, R, 2011, 'Microfinance: its impact, outreach, and sustainability' *World Development*, 39(6), 881-2011
- Hiatt, S R and Woodworth W P, 2006, 'Alleviating poverty through microfinance: village banking outcomes in Central America, *The Social Science Journal*, 43(3), pp.471-477
- Imai, K S, Raghav G, Ganesh T and Samul K A, 2012, 'Microfinance and poverty – a macro perspective', *World Development*, 40(8), pp.1675-1689
- Jameel, A L, 2015, 'Where credit is due', Policy Bulletin, Innovation for Poverty Action
- ONPES, 2013, Monographie : Impact du programme "EDE PEP", avec l'appui de l'Union Européenne, Haïti
- Pain, C, Vautravers, E & Descieux, 2015, Sustaining graduation: a review of the CLM program in Haiti, Institute of Developpement Studies, vol.46, no.2, pp.74-82
- Parienté, W (2014), Quel impact du microcrédit ?, *Conférence CESSS*.
- ResponsAbility (2016), Microfinance : Développement, prévisions, tendances.
- Rooyen, C, Van, R, Stewart and T De Wet, 2012, The impact of microfinance in Sub-Saharan Africa: a systematic review of the evidence
- Simanowitz A & Huda, K, 2009, 'A graduation pathway for Haiti's poorest: lessons learnt from Fonkoze, Enterprise Development and Microfinance, vol.20, no.2, pp.86-106
- Singh, R J & Barton-Dock, 2015, Haiti: toward a new narrative, World Bank
- Sinha, S & Roy, R, 2010, Costing global graduation program 2007-2009, Micro-Credit Ratings International Limited, Gurgaon, India
- Sulaiman, M & Misha, F, 2016, Comparative cost-benefit analysis of programs for the ultra poor in Bangladesh, Bangladesh Priorities, Copenhagen Consensus Center
- Takahashi, K, Takayuki, H and Kazunari T, 2010, The short-term poverty impact of small-scale, collateral-free microcredit in Indonesia: a matching estimator approach. *The Developing Economies*, 48(1), 128-155
- USAID, 2011, Recensement sur l'industrie de la micro-finance 2009-2010, Haïti

- Zohoré, O K (2009), Analyse de l'impact économique et social de la microfinance dans le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire, *Unité de Formation et de Recherches en Sciences Economiques et de Gestion (UFR/SEG)*



## Annexes

### Annexe 1 : Coûts du programme de graduation

Coûts directs	\$826.90
Coûts indirects	\$274.83
Coûts de démarrage	\$44.86
Coûts auxiliaires	\$345.12
<b>Total coût moyen par bénéficiaire (2009, USD)</b>	<b>\$1491.71</b>
Taux de change 2009	42.00
Total coût par bénéficiaire (2009, HTG)	62,308.73
Inflation cumulative depuis 2009	1.35
<b>Total coût par bénéficiaire (2015, HTG)</b>	<b>84,403</b>
Coût in PPP 2015	\$3,961

### Annexe 2 : Avantages et coûts du programme de graduation par bénéficiaire avec différents scénarii

Scénarii	Réduction	Avantages	Coûts	RCA
Neutre : tous les avantages durent de 5 ans	3%	763,631	149,597	5.10
	5%	442,021	143,092	3.09
	12%	110,029	123,768	0.89
Optimiste : les avantages continus durent indéfiniment	3%	882,013	149,597	5.90
	5%	531,957	143,092	3.77
	12%	134,963	123,768	1.09
Conservateur : suivant la méthode de Banerjee et al (2015)	3%	144,396.56	84,403.20	1.71
	5%	94,357.59	84,403.20	1.12
	12%	47,819.88	84,403.20	0.57

Annexe 3: Coûts et avantages de la microfinance à partir des deux scénarii considérés

Scénarios	Taux de réduction	Avantages sur prêt 10,000 Gourdes	Avantages sur prêt 10,000 Gourdes	RCA
Pas d'avantage de consommation	3%	4,491	4,074	1.10
	5%	4,406	4,074	1.08
	12%	4,131	4,074	1.01
2.8% gains sur chaque gourde emprunté	3%	4,763	4,074	1.17
	5%	4,673	4,074	1.15
	12%	4,381	4,074	1.08

Annexe 4 : Ratio coût-avantages des programmes de graduation des six RCT (\$ US, PPP)

Pays	Coûts (\$)	Avantages (\$)	RCA	RCA (7%)	RCA (10%)
Ethiopie	4157	10805	260%	182%	124%
Ghana	5408	7175	133%	93%	63%
Honduras	3090	-6118	-198%	-132%	-84%
Inde	1455	6298	433%	306%	211%
Pakistan	5962	10678	179%	127%	88%
Pérou	5742	8380	146%	102%	69%

Source : Banerjee et al (2015)



Haïti fait face à des défis de développement économique et social parmi les plus importants au monde. Malgré un afflux d'aide à la suite du tremblement de terre de 2010, la croissance et le progrès continuent d'être minimums, au mieux. Avec autant d'acteurs et un large éventail de défis allant de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'eau potable à la santé, l'éducation, la dégradation de l'environnement et les infrastructures, quelles devraient être les premières priorités pour les décideurs, les donateurs internationaux, les ONG et les entreprises ? Avec un temps et des ressources limités, il est crucial que l'attention soit régie par ce qui fera le plus grand bien pour chaque gourde dépensée. Le projet Haïti Priorise travaillera avec les parties prenantes partout dans le pays pour trouver, analyser, classer et diffuser les meilleures solutions pour le pays. Nous impliquons les Haïtiens de toutes les parties de la société, par le biais des lecteurs de journaux, ainsi que des ONG, des décideurs, des experts de secteurs et des entreprises afin de proposer les meilleures solutions. Nous avons nommé quelques-uns des meilleurs économistes d'Haïti et du monde pour calculer les coûts et les avantages de ces propositions au niveau social, environnemental et économique. Cette recherche aidera à établir des priorités pour le pays grâce à une conversation à l'échelle nationale sur ce que sont les solutions intelligentes - et moins intelligentes - pour l'avenir d'Haïti.



# Haïti Priorise

Un plan de **développement** alternatif

**Pour plus d'informations visitez [www.HaitiPriorise.com](http://www.HaitiPriorise.com)**

## C O P E N H A G E N   C O N S E N S U S   C E N T E R

Copenhagen Consensus Center est un groupe de réflexion qui étudie et publie les meilleures politiques et opportunités d'investissement basées sur le bien de la société (mesurées en dollars, mais en intégrant également par exemple : la protection de l'environnement, la santé et le bien-être) pour chaque dollar dépensé. Copenhagen Consensus a été conçu pour répondre à un sujet fondamental, mais négligé dans le développement international : dans un monde qui a une courte durée d'attention et des budgets limités, nous devons trouver des moyens efficaces pour faire le plus de bien au plus grand nombre. Copenhagen Consensus fonctionne avec plus de 300 des plus grands économistes au monde, y compris 7 lauréats du prix Nobel pour donner la priorité aux solutions des plus grands problèmes mondiaux, sur la base de l'analyse de données et du rapport coût-avantage.